

# LE PRIX À LA POMPE EST-IL INELUCTABLE ?

## Pétrole cher : à qui la faute ?



Tous les experts s'accordent à le dire, la hausse du prix du pétrole se confirme comme une tendance à long terme à cause de la demande mondiale et de l'insuffisance des capacités de production.

Mais la hausse du baril ne s'explique pas simplement par une raréfaction des réserves pétrolières. Elle tient à de nombreux facteurs économiques, mais aussi géopolitiques.

- la persistance de la guerre en Irak, les risques de reprise de guerre civile au Liban, d'un conflit avec l'Iran ou encore les tensions entre les Etats-Unis et certains pays d'Amérique latine et les compagnies pétrolières, ce qui

accentuent les menaces sur la sécurité d'approvisionnement, et dopent ainsi le cours du brut.

- La spéculation n'est, évidemment, pas étrangère à la montée des cours.

Un des moyens de faire baisser les prix serait d'augmenter la production et la quantité mise sur le marché, mais les pays producteurs sont peu enclins à sacrifier les avantages qu'ils tirent de l'envolée des cours.

## Inévitable le prix à la pompe ?

Si l'on écoute le Gouvernement, il ne peut rien faire et reporte sur l'Europe les mesures à prendre, ce qui relève pourtant également, de sa responsabilité.

S'il ne peut effectivement maîtriser l'envolée des cours, il peut en limiter l'impact.

Les taxes (plus de 70% sur le prix du litre d'essence) dont la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) représentent une manne importante pour l'Etat.

Aujourd'hui, les recettes supplémentaires (TIPP et TVA...) engendrées par l'envolée du cours du pétrole sont estimées entre 150 et 170 Millions d'€.

Malgré cela, loin de revoir l'ensemble des conséquences engendrées : prix à la pompe, chauffage... Sarkozy consent tout juste un fonds d'aide à ceux qui sont déjà dans la misère, à hauteur de 150 à 200 € et l'instauration d'un tarif social du Gaz.

Ces mesures, certes nécessaires, ne répondent qu'en partie à l'énorme besoin de la majorité des Français (85%) qui paient plein pot les augmentations à la pompe, faisant les beaux jours des compagnies pétrolières.

Celles-ci ont des bénéfices révélés de 150 Milliards de \$, c'est le montant total des dividendes versés à leurs actionnaires par les 5 premières compagnies pétrolières mondiales, dont TOTAL, qui a réalisé un bénéfice record de plus de 13 Milliards d'€ en 2007.



## La population paie le prix fort de la politique menée.



Malgré les chiffres astronomiques des bénéficiaires, le chef de l'Etat et le Gouvernement refusent de taxer les groupes, les invitant, tout juste, à limiter leur appétit en matière de profits.

On notera qu'ils sont plus directifs quand il s'agit de prélever à la source les salariés.

Une telle politique a des conséquences graves sur l'ensemble de notre économie et notamment des différents secteurs d'activité (marins, agriculteurs, transports...) et sur le budget de la population appelée à se déplacer pour aller au travail journalièrement.

Avec un budget déjà largement amputé par la hausse des prix, il est à craindre que celui de l'énergie ne s'alourdisse encore, du fait que le prix de l'électricité et du gaz est indexé sur celui du pétrole.

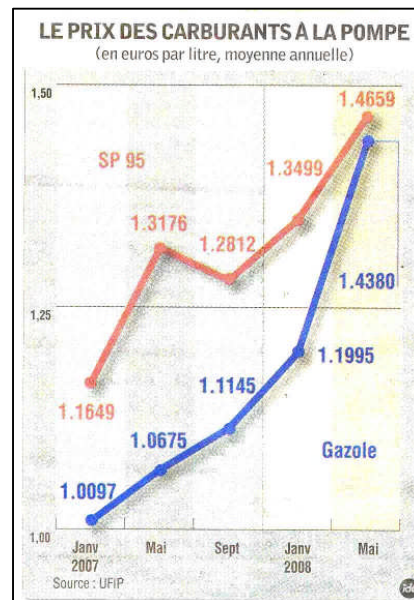
Toutes les industries fortement consommatrices de ces énergies, en subiront les conséquences, ce qui risque d'avoir une répercussion sur l'emploi. L'impact négatif de notre modèle économique n'est donc plus à démontrer, en favorisant les uns, il pèse lourdement sur les capacités à vivre dignement pour les autres.

## Imposons d'autres choix économiques et sociaux.

Il faut donc changer les orientations prédéfinies aujourd'hui et imposer des choix économiques et sociaux en rapport avec les besoins de la plus grande partie de la population.

Pour cela, des engagements forts doivent être pris dans le cadre de l'aménagement du territoire, de lutte contre les délocalisations ou pour lutter contre le hobby du tout routier...

- Il faut, dans le cadre des économies d'énergie, favoriser la diversification des sources d'énergie.
- Des moyens financiers importants doivent être engagés dans la recherche et le développement.
- Revoir la fiscalité sur les produits pétroliers
- Mener une politique ambitieuse sur la relance des salaires et pensions... afin de répondre à la hausse des prix et booster la consommation.
- Il faut réfléchir à la stabilisation du prix de vente des produits pétroliers en modifiant la fiscalité de ces produits en fonction des variations du prix du pétrole brut.
- La mise à contribution des compagnies pétrolières et des opérateurs financiers doit s'imposer.



Pour contrecarrer la hausse des produits pétroliers et leurs dérivés cela demande des engagements forts de la part de nos gouvernants en matière économique et sociale.

**Sans engagements forts, nous devons les imposer.**

Les profits doivent servir à l'intérêt de l'ensemble de la population et non à la spéculation !

Rouen le 29 mai 2008